

# Rwanda : une relève encore incertaine

Rj. 30.7.94

*L'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées, confirme l'évacuation totale avant le 21 août, mais s'inquiète du retard des forces onusiennes.*

Alors que s'engage le retrait des troupes de l'opération « Turquoise », Bill Clinton a annoncé, hier, avoir demandé au Congrès de débloquer 320 millions de dollars supplémentaires pour les réfugiés rwandais, portant l'aide américaine à près d'un demi-milliard de dollars.

Hier, Washington a reconnu le nouveau gouvernement et décidé d'envoyer plusieurs centaines de soldats

américains pour ouvrir l'aéroport de Kigali et assurer sa sécurité.

L'épidémie de choléra risque de se propager très rapidement au Rwanda et surtout à Kigali, en raison du retour des réfugiés, selon Médecins sans frontières. Lors des cinq derniers jours, 60 000 Rwandais ont regagné leur pays, alors qu'il reste encore 1,2 million de réfugiés à Goma. Quelque 4 500 personnes sont déjà mortes du choléra

dans cette ville du Zaïre, tandis que 15 000 ont péri d'épuisement. Après le choléra, une épidémie de méningite est à craindre.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a annoncé, jeudi, la création d'une commission d'enquête, chargée d'identifier les responsables des actes de génocide commis au Rwanda, en vue de leur comparution devant la justice. Elle pré-

sentera son rapport avant le 30 novembre. Pour François Léotard, le nouveau gouvernement n'adopte pas l'attitude qui convient pour faciliter le retour des réfugiés. « *Lorsqu'ils disent qu'ils veulent juger 40 000 personnes, je ne suis pas sûr que ce genre de formule soit favorable à la réconciliation nationale* », a déclaré hier à Washington le ministre français de la Défense.

(AFP, Reuter.)

**GOMA :**  
de notre envoyé spécial  
**Patrick de SAINT-EXUPÉRY**

Plus d'un mois après le début de l'opération « Turquoise », l'heure du retrait a sonné. Hier, 180 hommes des commandos des opérations spéciales (COS) ont quitté le Rwanda pour repartir pour la France. Premiers arrivés, ils sont aussi les premiers à marquer le début du désengagement français. Ils seront rapidement suivis par d'autres militaires : d'ici à la fin du mois de juillet, 300 soldats devraient également avoir regagné leurs bases. Au total 2000 militaires avaient été déployés.

Venu visiter jeudi le dispositif français, le chef d'état-major des armées, l'amiral Lanxade, a souligné les difficultés du retrait à venir : « *Ma préoccupation c'est le futur, a-t-il déclaré. Que va-t-il se passer maintenant ? Nous quitterons le Rwanda le 21 août, au terme de notre mandat et nous avons proposé plusieurs plans de retrait. Nous en discutons avec les forces de l'ONU à Kigali. Pour l'instant, rien ne nous permet de dire que cela ne se fera pas, même si les contingents onusiens arrivent lentement.* »

La relève se fait attendre, et

serait bien plus dramatique » que le mouvement de population enregistré à Goma.

La transition entre les forces de « Turquoise » et les Casques bleus devrait se dérouler en quatre phases. Dans un premier temps, l'ONU doit déployer en zone française des observateurs et des agents de liaison. Puis, d'ici à la fin août, les moyens onusiens devraient avoir supplanté la présence française. Il resterait alors aux Casques bleus à superviser la mise en place de la nouvelle administration et à participer à la construction du pays.

Aujourd'hui, seule la pre-

mière phase est à peu près acquise. Dans toutes les bases françaises au Rwanda, les observateurs sont présents. En particulier dans la région de Gikongoro, zone que les Français devraient confier à l'ONU avant le 15 août.

## L'Europe absente

Les autres phases de la transition restent, elles, pour l'instant très incertaines. Comme l'a rappelé l'amiral Lanxade, les pays volontaires ne se bousculent pas au portillon : « *Le secrétaire général de l'ONU est en train de recher-*

*cher des effectifs* », a-t-il souligné avant de regretter « *l'action si tardive de la communauté internationale* » et « *l'absence de l'Europe* ». Les organisations humanitaires ont, elles, été plus ménagées : « *Après avoir critiqué l'action de la France, elles commencent à comprendre que notre action était purement humanitaire. Nous sommes à leur disposition pour les aider, pour autant qu'elles le veulent* », a rappelé l'amiral Lanxade.

Quant au problème du retour des réfugiés, il n'est pas prêt d'être réglé : « *Le mouvement de reflux des populations ne s'est pas confirmé*, a reconnu

l'amiral Lanxade. *Je ne crois pas que les gens qui ont fui le Rwanda soient rassurés. On en est même très, très loin.* »

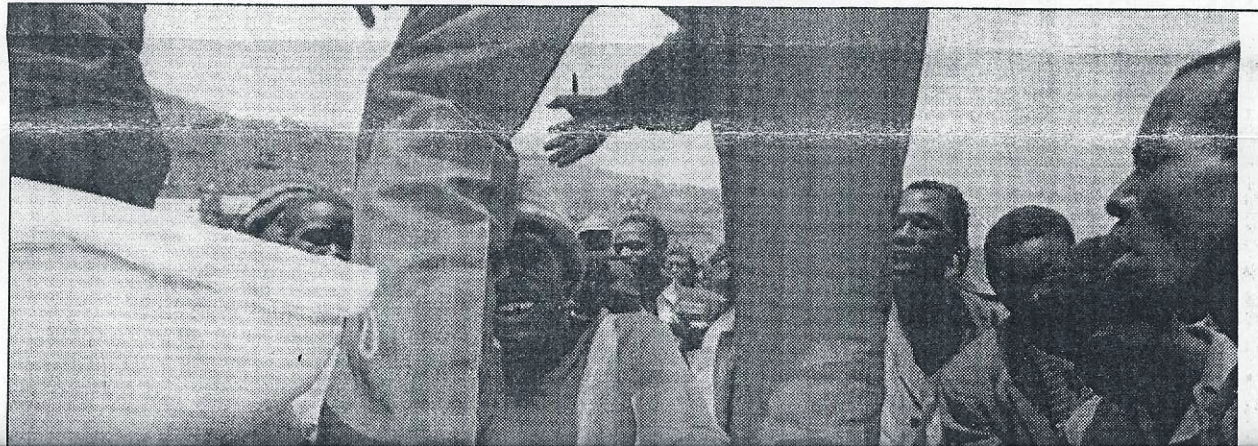
Dans ce cadre, la France envisage donc de rester présente plus longtemps au Zaïre, de manière à assurer le fonctionnement de l'aéroport de Goma, devenu la plate-forme de l'aide humanitaire internationale aux réfugiés rwandais. Quoi qu'il en soit, a assuré l'amiral Lanxade « *il est très difficile de dire aujourd'hui comment va se passer la transition. Nous ne nous faisons pas d'illusions : ce sera long, difficile et il y aura des hauts et des bas.* » **P. S.-E.**

## Les vaincus violent l'embargo

Jusqu'au dernier moment, les ex-autorités rwandaises ont forcé l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies. Des sociétés zaïroises et sud-africaines, contactées par deux émissaires du gouvernement aujourd'hui en fuite, avaient accepté à la fin juin – quelques jours avant la chute de Kigali – de répondre positivement à cet appel d'offres.

C'est ce qui ressort en tout cas d'un courrier daté du 20 juin et adressé au président du gouvernement intérimaire, aujourd'hui en exil. Les deux émissaires, Joseph Nzirorera, secrétaire national du MRND (ancien parti unique), et le lieutenant-colonel Jean-Bosco Ruhorahozara, rendent compte dans ce rapport des résultats de leur mission « *de prospection effectuée au Zaïre et en Afrique du Sud à partir du 23 mai 1994* » et dont l'objet était « *l'acquisition de matériel destiné à la défense civile* ».

Ils expliquent : « *Malgré l'embargo imposé par le conseil de sécurité de l'ONU et grâce aux excellentes relations entretenues avec la République sœur du Zaïre, une partie du matériel est déjà sur place.* » La lettre indique également que « *des contacts ont été menés pour l'acquisition*





Plus d'un mois après le début de l'opération « Turquoise », l'heure du retrait a sonné. Hier, 180 hommes des commandos des opérations spéciales (COS) ont quitté le Rwanda pour repartir pour la France. Premiers arrivés, ils sont aussi les premiers à marquer le début du désengagement français. Ils seront rapidement suivis par d'autres militaires : d'ici à la fin du mois de juillet, 300 soldats devraient également avoir regagné leurs bases. Au total 2000 militaires avaient été déployés.

Venu visiter jeudi le dispositif français, le chef d'état-major des armées, l'amiral Lanxade, a souligné les difficultés du retrait à venir : « *Ma préoccupation c'est le futur, a-t-il déclaré. Que va-t-il se passer maintenant ? Nous quitterons le Rwanda le 21 août, au terme de notre mandat et nous avons proposé plusieurs plans de retrait. Nous en discutons avec les forces de l'ONU à Kigali. Pour l'instant, rien ne nous permet de dire que cela ne se fera pas, même si les contingents onusiens arrivent lentement.* »

La relève se fait attendre, et les problèmes rencontrés dans la zone de sécurité humanitaire (ZHS) créée dans le sud-ouest du Rwanda par les Français, menacent d'empirer. « *La situation alimentaire dans le nord de la zone m'inquiète* », a ainsi déclaré l'amiral Jacques Lanxade, qui a rappelé que plus de deux millions de personnes – réfugiés et habitants confondus – vivaient encore là. Or les Français veulent à tout prix éviter que le « *retrait de « Turquoise » ne s'accompagne d'un exode massif* », qui, selon l'amiral Lanxade,

plus long temps, l'ONU doit déployer en zone française des observateurs et des agents de liaison. Puis, d'ici à la fin août, les moyens onusiens devraient avoir supplanté la présence française. Il resterait alors aux Casques bleus à superviser la mise en place de la nouvelle administration et à participer à la construction du pays.

Aujourd'hui, seule la pre-

mière phase de la transition restent, elles, pour l'instant très incertaines. Comme l'a rappelé l'amiral Lanxade, les pays volontaires ne se bousculent pas au portillon : « *Le secrétaire général de l'ONU est en train de recher-*

## L'Europe absente

cher des pays prêts à prendre plus long temps au Zaïre, de manière à assurer le fonctionnement de l'aéroport de Goma, devenu la plate-forme de l'aide humanitaire internationale aux réfugiés rwandais. Quoi qu'il en soit, a assuré l'amiral Lanxade « *il est très difficile de dire aujourd'hui comment va se passer la transition. Nous ne nous faisons pas d'illusions : ce sera long, difficile et il y aura des hauts et des bas.* » **P. S.-E.**

menagées : « *Après avoir critiqué l'action de la France, elles commencent à comprendre que notre action était purement humanitaire. Nous sommes à leur disposition pour les aider, pour autant qu'elles le veulent* », a rappelé l'amiral Lanxade.

Quant au problème du retour des réfugiés, il n'est pas prêt d'être réglé : « *Le mouvement de reflux des populations ne s'est pas confirmé, a reconnu*

plus long temps au Zaïre, de manière à assurer le fonctionnement de l'aéroport de Goma, devenu la plate-forme de l'aide humanitaire internationale aux réfugiés rwandais. Quoi qu'il en soit, a assuré l'amiral Lanxade « *il est très difficile de dire aujourd'hui comment va se passer la transition. Nous ne nous faisons pas d'illusions : ce sera long, difficile et il y aura des hauts et des bas.* » **P. S.-E.**



Distribution de riz au camp de Kibumba, au Zaïre, qui accueille 250 000 réfugiés et où le choléra fait des ravages. (Photo Michel/Reuter.)

– quelques jours avant la chute de Kigali – de répondre positivement à cet appel d'offres.

C'est ce qui ressort en tout cas d'un courrier daté du 20 juin et adressé au président du gouvernement intérimaire, aujourd'hui en exil. Les deux émissaires, Joseph Nzirorera, secrétaire national du MRND (ancien parti unique), et le lieutenant-colonel Jean-Bosco Ruhorahozara, rendent compte dans ce rapport des résultats de leur mission « *de prospection effectuée au Zaïre et en Afrique du Sud à partir du 23 mai 1994* » et dont l'objet était « *l'acquisition de matériel destiné à la défense civile* ».

Ils expliquent : « *Malgré l'embargo imposé par le conseil de sécurité de l'ONU et grâce aux excellentes relations entretenues avec la République sœur du Zaïre, une partie du matériel est déjà sur place.* » La lettre indique également que « *des contacts ont été menés pour l'acquisition des munitions pour les forces armées rwandaises et les livraisons ont été effectuées à partir du 17 juin 1994* ».

Les deux émissaires terminent leur compte-rendu sur une recommandation : « *L'embargo qui frappe notre pays restant en vigueur, il est recommandé de maintenir cette filière et d'alléger les procédures de règlement des commandes.* »

**P. S.-E.**

## Paris en appelle à l'ONU

Édouard Balladur, qui arrive demain à Goma, au Zaïre, pour une visite de quelques heures, a lancé, hier, d'Abidjan, un appel à l'ONU pour hâter le dispositif de la nouvelle Mission des Nations unies au Rwanda, Minuar 2, censée relever, le 22 août, les Français. « *Nous attendons que les intentions se traduisent en réalité* », a-t-il insisté, en précisant que 180 soldats « *rentreraient dès ce soir en France* ».

Au total, quelque 300 militaires auront regagné le territoire national dans les prochains jours. Un contingent de 500 Africains doit les

remplacer. La décision a été prise mercredi, « *en accord avec le président de la République* ».

M. Balladur ne veut pas que le départ soit interprété comme un désengagement : « *Nous ne prendrons aucune décision précipitée qui fragiliserait la sécurité morale des réfugiés.* »

Quelque 300 militaires français pourraient rester à la frontière zaïro-rwandaise au-delà du 22 août, « *si on nous le demande* », a affirmé le premier ministre.

**J. F.**